

Me MARCHAL Juliette

Accompagnement libéral - France

53 boulevard du Montparnasse - 75006 - PARIS

Téléphone : 01 88 24 23 14

Courriel : marchal@cabinetmarchal.com

Site internet : <https://www.marchalavocats.fr>

Informations particulières

Profession

Avocat, Juriste, Notaire

Zone géographique concernée

Auvergne Rhône-Alpes, Bourgogne Franche-Comté, Bretagne, Centre Val-de-Loire, Corse, Grand Est, Hauts-de-France, Normandie, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Pays-de-la-Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ain - 01, Aisne - 02, Allier - 03, Hautes-Alpes - 05, Alpes-de-Haute-Provence - 04, Alpes-Maritimes - 06, Ardèche - 07, Ardennes - 08, Ariège - 09, Aube - 10, Aude - 11, Aveyron - 12, Bouches-du-Rhône - 13, Calvados - 14, Cantal - 15, Charente - 16, Charente-Maritime - 17, Cher - 18, Corrèze - 19, Corse-du-sud - 2a, Haute-Corse - 2b, Côte-d'or - 21, Côtes-d'armor - 22, Creuse - 23, Dordogne - 24, Doubs - 25, Drôme - 26, Eure - 27, Eure-et-Loir - 28, Finistère - 29, Gard - 30, Haute-Garonne - 31, Gers - 32, Gironde - 33, Hérault - 34, Ile-et-Vilaine - 35, Indre - 36, Indre-et-Loire - 37, Isère - 38, Jura - 39, Landes - 40, Loir-et-Cher - 41, Loire - 42, Haute-Loire - 43, Loire-Atlantique - 44, Loiret - 45, Lot - 46, Lot-et-Garonne - 47, Lozère - 48, Maine-et-Loire - 49, Manche - 50, Marne - 51, Haute-Marne - 52, Mayenne - 53, Meurthe-et-Moselle - 54, Meuse - 55, Morbihan - 56, Moselle - 57, Nièvre - 58, Nord - 59, Oise - 60, Orne - 61, Pas-de-Calais - 62, Puy-de-Dôme - 63, Pyrénées-Atlantiques - 64, Hautes-Pyrénées - 65, Pyrénées-Orientales - 66, Bas-Rhin - 67, Haut-Rhin - 68, Rhône - 69, Haute-Saône - 70, Saône-et-Loire - 71, Sarthe - 72, Savoie - 73, Haute-Savoie - 74, Seine-Maritime - 76, Deux-Sèvres - 79, Somme - 80, Tarn - 81, Tarn-et-Garonne - 82, Var - 83, Vaucluse - 84, Vendée - 85, Vienne - 86, Haute-Vienne - 87, Vosges - 88, Yonne - 89, Territoire de Belfort - 90, Ile-de-France, Paris - 75, Seine-et-Marne - 77, Yvelines - 78, Essonne - 91, Hauts-de-Seine - 92, Seine-Saint-Denis - 93, Val-de-Marne - 94, Val-d'Oise - 95

Profil du public accueilli

Le cabinet accompagne notamment des parents confrontés :

- à des signalements et informations préoccupantes ;
- à des procédures d'assistance éducative devant le juge des enfants (placements d'enfants, AEMO) ;

- à une procédures pénale ouverte parallèlement à des mesures de protection de l'enfance (souvent liée à des accusations de violences ou de maltraitance contestées telles que le syndrome du bébé secoué (SBS), le syndrome de Silverman, ou le syndrome Munchausen par procuration;
- à des procédures pénales ouvertes à l'encontre de parents ou contre des mineurs.

**Autre(s) type(s) d'intervention(s)
(outils, modalités...)**

Nous intervenons principalement en droit pénal, droit des mineurs et assistance éducative, avec une activité particulièrement orientée vers la défense des familles confrontées à des procédures judiciaires mettant en cause leurs capacités parentales ou alléguant des faits de maltraitance.

**Préciser les autres lieux
d'intervention**

Les premiers échanges peuvent avoir lieu :

- par téléphone ;
- par visioconférence ;
- par email ;
- ou au cabinet sur rendez-vous.

Tarifs

Le cabinet n'accepte pas l'aide juridictionnelle.

Information(s) complémentaire(s)

Dans ce type de dossier, les familles sont fréquemment confrontées, dans le même temps, à une procédure pénale et à une procédure d'assistance éducative devant le juge des enfants, avec des enjeux immédiats concernant la garde des enfants, l'autorité parentale, les droits de visite et la liberté des parents, le cas échéant. Une attention particulière est portée à cette articulation complexe entre droit pénal et protection de l'enfance.

Le cabinet intervient également plus largement en assistance éducative dans des situations de grande vulnérabilité familiale, notamment lorsque des enfants présentent des troubles du neurodéveloppement, des troubles du comportement ou des besoins spécifiques insuffisamment compris ou pris en compte par les institutions médicales, sociales ou scolaires.

Notre pratique implique un travail approfondi sur les expertises médicales, les rapports sociaux, les procédures pénales et d'assistance éducative, ainsi que sur les garanties procédurales applicables aux familles et aux mineurs.